

# PARITE DE FINANCEMENT ENTRE LES ECOLES ELEMENTAIRES PUBLIQUES ET PRIVEES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION LORSQU'ELLES ACCUEILLENENT DES ELEVES SCOLARISES HORS DE LEUR COMMUNE DE RESIDENCE



L'article 89 de la loi du 13 août 2004 ayant suscité des divergences d'interprétation sur les conditions d'application de la participation des communes au financement de la scolarisation d'élèves, hors de leurs communes de résidence, dans des écoles privées sous contrat d'association, la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 met fin à cette insécurité juridique en abrogeant les dispositions de cet article.

L'article L 442-5-1 du Code de l'Education, institué par ladite loi, prévoit en effet que *« la contribution d'une commune de résidence pour un élève scolarisé dans une autre commune, dans une classe élémentaire d'un établissement privé du premier degré sous contrat d'association, constitue une dépense obligatoire lorsque cette contribution aurait également été due si cet élève avait été scolarisé dans une des écoles publiques de la commune d'accueil ».*

La commune de résidence est donc tenue de rembourser les frais de scolarité dans les quatre cas suivants :

↳ *la commune de résidence, ou le regroupement pédagogique intercommunal, ne dispose pas des capacités d'accueil nécessaires à la scolarisation de l'élève concerné dans son école publique;*

↳ *l'inscription dudit élève dans une école située sur une autre commune est due aux obligations professionnelles des parents, lorsque leur commune de résidence n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;*

↳ *la scolarisation de l'élève concerné dans une école située sur une autre commune est justifiée par l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;*

↳ *l'état de santé de l'enfant concerné exige une hospitalisation ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil et qui ne pourraient l'être dans la commune de résidence.*

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil ou en l'absence d'école publique dans la commune d'accueil, du coût moyen des classes élémentaires publiques du département (calculé par les services de l'Inspection Académique). Le montant de cette contribution ne peut toutefois pas excéder le coût qu'aurait représenté la scolarisation de l'élève concerné dans une des écoles publiques de la commune de résidence.

En outre, lorsque la contribution n'est pas obligatoire, la commune de résidence peut participer aux frais de fonctionnement de l'établissement sans que cette participation puisse excéder par élève le montant de la contribution telle que fixée à l'alinéa précédent.

Enfin, en cas de litige, la contribution, lorsqu'elle est obligatoire, est fixée par le représentant de l'Etat dans le département qui statue dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a été saisi par la plus diligente des parties.